


REPUBLIQUE FRANCAISE		dossier n° DP 95254 21 B0013
 Commune de FREMECOURT		date de dépôt : 23/12/2021 demandeur : LE CLOS RENAULT représentée par Monsieur CROCHARD Daniel pour : réfection d'un mur de clôture (mur en pierre) avec modification et remplacement du portail et du portillon existants et création d'un portail adresse terrain : 15 rue de Cléry 95830 FREMECOURT

ARRÊTÉ N° 15 du 27/05/2022
refusant une demande de déclaration préalable
au nom de la commune de FREMECOURT

Le Maire,

Vu la demande de déclaration préalable pour la modification du mur de clôture sur rue présentée le 23/12/2021 par LE CLOS RENAULT représentée par Monsieur CROCHARD Daniel demeurant 38 Rue André Baleyrier à MARINES (95640);

Vu l'objet de la demande :

- Pour la réfection d'un mur de clôture (mur en pierre) avec modification et remplacement du portail et du portillon existants et création d'un portail ;
- sur un terrain situé 15 rue de Cléry ;

Vu les pièces complémentaires en date du 19/04/2022 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi du 31 décembre 1913, modifiée, sur les Monuments Historiques

Vu la loi du 2 mai 1930, modifiée, relative à la protection des Monuments Naturels et des Sites.

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 21/02/08 et mis à jour le 24/02/17 ;

Vu l'avis Défavorable de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine en date du 20 janvier 2022 et du 24 mai 2022 ;

Considérant que l'Architecte des Bâtiments de France s'est prononcé défavorablement aux motifs que le projet :
La juxtaposition de deux portails encombrerait visuellement ce mur de qualité et romprait sa continuité. Ainsi, le projet est de nature à modifier la perception du paysage urbain protégé qui constitue l'écrin bâti du Monument Historique. Les travaux projetés, dans leurs dispositions actuelles, porteraient atteinte aux abords du Monument Historique dont il convient de garantir la présentation.

ARRETE

Article 1 : La demande de déclaration préalable est **REFUSEE**.



Le 28 Mai 2022

Le Maire

Stéphane BALAN

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les 2 MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.